



## 1.

### Editorial

Bénédicte de Lataulade

## 2.

### Dossier :

La ville résiliente ?

## 3.

### Les chantiers de l'ACAD

## 4.

### L'agenda

## 5.

### Oui à un réel dialogue avec les maîtres d'ouvrage

# 1.

## Editorial / Bénédicte de Lataulade

### NOUVELLE EQUIPE, NOUVELLES AMBITIONS, NOUVEAU PROGRAMME

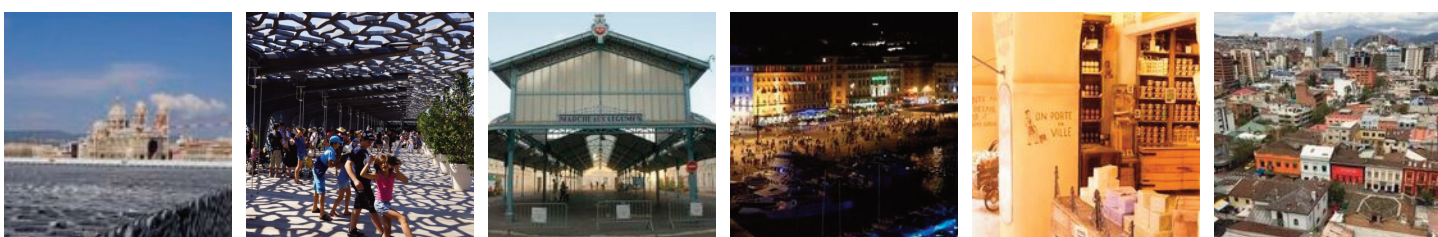
Notre nouvelle équipe élue en mars dernier, composée de dix membres particulièrement motivés, a l'ambition de renouveler son programme d'actions et la première édition de la lettre de l'Acad que nous vous adressons en est une des illustrations.

Si nos mots d'ordre s'inscrivent dans l'histoire de l'association - débat, échange, reconnaissance, transmission, service, mutualisation, innovation -, notre objectif premier est d'amplifier l'action de l'ACAD. L'association, qui a cette année 18 ans d'existence, doit être boostée : multiplier les temps d'échange, de débat et de réflexion, développer les services aux adhérents et peser toujours plus sur le débat public sont des priorités.

Notre thème annuel, fil rouge d'un certain nombre d'actions pour 2016 et 2017 est « l'attractivité territoriale ». Pourquoi ce thème ? C'est un sujet auquel nous sommes confrontés dans grand nombre de nos missions mais qui appelle une réflexion sur ses déclinaisons opérationnelles. Au-delà du slogan, qu'entend-on par « attractivité » ? Pour qui, par qui, comment et pourquoi être attractif ? Cela appelle des changements de méthode certes, mais aussi de gouvernance. C'est encore un « signal faible » qui est en train de devenir prédominant.

Notre association se veut être un lieu ressource pour que nos métiers puissent s'exercer avec toujours plus de conviction et de plaisir.

Bénédicte de Lataulade,  
Présidente



photos : Jacques Gally

# 2.

## Dossier : La ville résiliente ?

Pour son premier petit-déjeuner débat de rentrée, début octobre, le CA de l'ACAD avait choisi d'inviter Émeline Bailly, docteure en urbanisme, et Dorothée Marchand, docteure en psychologie sociale et environnementale, toutes les deux chercheuses au département des Sciences Humaines et Sociales du CSTB et auteures de « La ville sensible au cœur de la qualité urbaine ». Publié en avril dernier par Métropolitiques, cet article s'inspire d'une recherche sur la qualité de vie des écoquartiers qu'elles ont réalisée à la demande du ministère du Logement et de l'Habitat durable qui a la volonté de revoir le label et les démarches d'évaluation. Aujourd'hui, elles participent à la recherche-action La fabrique du Paysage sur l'Île Saint-Denis, au nord de Paris.

Autant du point de vue des chercheurs, des professionnels que de la société civile, la critique urbaine fait consensus pour dénoncer les formes urbaines comme les lotissements pavillonnaires ou les entrées de ville. La notion de qualité est mise en avant pour réconcilier la ville formelle/physique et la ville vécue. Mais comment aborder la qualité de vie, thème qui ré-émerge fortement ? La qualité est le produit de l'équation entre les formes urbaines, leurs ressentis et les processus socio-cognitifs. Elle est envisagée sous plusieurs dimensions : qualité urbaine, qualité paysagère, qualité de vie, qualité environnementale... L'ensemble produit une qualité d'être qui traduit le ressenti des lieux. La qualité des lieux dépend donc de la capacité à prendre en compte les dimensions sensibles dans la conception urbaine.

Les villes sont-elles sensibles ? La notion de sensible est plutôt rattachée à une personne qu'à un lieu. Pour autant, un lieu est un espace senti (du domaine des cinq sens) ; ressenti (qui articule des sentiments affectifs et les émotions) ; mais aussi un espace de représentation. Peut-on parler de lieu sensible ? Si l'on considère que le sensible est éprouvé par les individus, certains lieux ont alors une identité et sont dotés d'émotion. D'autres le sont moins (les lieux neutres), voire pas du tout (les non lieux comme les entrées de ville). Que serait un langage urbain sensible ? Nombre de recherches ont été engagées sur ces dimensions d'un point de vue théorique. Si l'on veut changer de paradigme, on doit s'interroger sur les charges sensibles des lieux, les significations et les sens, les représentations et les signes, sur la manière dont ils sont éprouvés pour en faire un langage urbain sensible, un langage expérientiel.

## Vers une qualité de vie qui donne un sens subjectif aux lieux

La théorie du lieu considère le lieu comme un espace chargé de significations portées par des personnes qui l'occupent. C'est une construction psychologique qui confère à l'individu une possibilité de s'enraciner ou pas. On peut considérer un espace enraciné sous l'angle d'un espace vécu (in situ), perçu (in visu) et représenté (ex situ). Les trois dimensions prêtées à la qualité d'un lieu sont l'approche phénoménologique, l'approche cognitive et les approches perceptives et sensorielles qui mettent l'accent sur les aspects inconscients mais néanmoins actifs.

Quelle méthodologie de recueil et partage du sensible ? Les parcours commentés sont une méthode d'enquête in situ pour saisir une série d'informations. Il y a aussi les cartes mentales / cognitives qui consistent à projeter sur un support la représentation que l'on a d'un lieu. La finalité est d'établir deux registres de données : un discursif, l'autre visuel. Aujourd'hui, il existe beaucoup de méthodes et d'hybridation de méthodes comme le baluchon sensoriel.

On peut travailler sur les charges sensibles des lieux toujours en regard avec l'appréhension des individus en utilisant les formes d'exploration artistique du sensible (corpus littéraire, photographique, vidéo) car, dans le champ artistique, la ville est un objet extrêmement prégnant. Des pratiques émergentes telles que le tactical urbanism, le réemploi de matériaux, la mise à disposition temporaire de friches urbaines, les investissements citoyens comme les jardins partagés sont autant de formes de micro interventions temporaires qui abordent autrement la conception urbaine. Ces engagements interrogent les politiques urbaines.

Les deux chercheuses ont posé comme concept la notion de résilience culturelle des lieux. Elles considèrent les dynamiques culturelles sensibles comme une ressource permettant de restituer des histoires et des représentations, point de départ d'une approche urbaine sensible.

# 3.

## Les chantiers de l'ACAD

### Concurrence déloyale

Face à la concurrence déloyale d'associations fortement subventionnées comme les ADIL, les EIE, les ALE, les agences d'urbanisme, les CAUE, l'ACAD a décidé de contre-attaquer. En effet, ces associations assurent des missions de prestations de services pour des collectivités territoriales dans le cadre de convention ou de subvention et sans la moindre mise en concurrence. Un plan d'actions a donc été engagé et l'ACAD, assistée d'un conseil juridique, s'est donné les moyens d'agir en justice de manière ciblée. Cependant, l'ACAD ne pouvant agir seule en justice, l'action et l'information doivent venir de l'adhérent. S'il est victime de concurrence déloyale ou s'il constate des clauses particulièrement surprenantes, voire le déroulement anormal dans l'attribution d'un marché, il doit produire des pièces écrites à rechercher notamment dans les délibérations, sachant qu'il doit agir dans les deux mois après la publication des actes administratifs. L'ACAD l'appuie dans sa recherche et peut l'accompagner dans la procédure de justice.

A plusieurs reprises, l'ACAD s'est émue de la concurrence déloyale de certaines ADIL auprès des différentes instances à commencer par la ministre du Logement. Le 6 octobre dernier, Damien Leclerc et Jean-Marc Natali représentaient l'ACAD à une réunion au ministère du Logement et de l'Habitat durable, afin de faire valoir ses propositions concernant la circulaire pour les prestataires des diagnostics sur la décence des logements. L'ACAD demande notamment que les prestataires des diagnostics décence et de l'accompagnement puissent être choisis en fonction de leurs compétences et non en fonction de leur statut, qu'il y ait mise en concurrence, et que tous soient égaux devant le paiement de la TVA.

### Plateforme sur la maîtrise d'ouvrage

Aujourd'hui, la maîtrise d'ouvrage publique manque d'ingénierie et ses moyens pour faire appel à l'ingénierie privée sont de plus en plus limités. Devant ce constat, le CA de l'ACAD propose de lancer un appel à manifestation d'intérêt à destination des collectivités locales afin de leur proposer des moyens humains et un financement attractif pour réaliser une expérimentation sur les nouveaux modes de collaboration entre ingénierie publique et privée. Les collectivités proposeraient des sujets et terrains d'étude sur lesquels expérimenter. Pour être validé, ce montage nécessite au préalable de dresser un état de l'ingénierie tant privée que publique. L'ACAD essaie de mobiliser des partenaires : SFU, SYPA...

### Urbanisme commercial

« Un vrai élan s'est mis en place », constate Christine Alba qui a initié le groupe de travail. Dans un premier temps, une charte de bonne conduite dédiée aux professionnels de l'urbanisme commercial a été élaborée permettant aux membres du groupe de se connaître et de partager une philosophie commune.

Le groupe participe également à différentes manifestations professionnelles, telles de la « journée nationale de l'Attractivité des centres villes » à Bercy, le FRARU (Forum Régional des acteurs de la Rénovation Urbaine) à Paris, la journée nationale des Managers du centre ville et les ASSUS (Association des Services Urbains de Proximité) à Besançon.

# 4.

## L'agenda

- **Mercredi 8 février 2017 :**  
**Matinale de l'ACAD**  
• Petit déjeuner thématique  
• Présentation de l'activité du GT Habitat Privé
- **Mercredi 15 mars 2017 :**  
**Assemblée générale annuelle**  
« Attractivité des territoires : L'apport des consultants »
- **Mercredi 10 mai 2017 :**  
**Matinale de l'ACAD**  
Petit déjeuner thématique
- **Mercredi 5 juillet 2017 :**  
**Matinale de l'ACAD**  
Petit déjeuner thématique

# 5.

## Oui à un réel dialogue avec les maîtres d'ouvrage

Les territoires vivent des mutations complexes qui nécessitent des modes d'accompagnement renouvelés, pour intégrer la diversité des enjeux. Or, la tendance est à la renouveau de la dépense publique, reposant la question du rôle de l'ingénierie privée au service des territoires. Comment et dans quelles conditions continuer à assurer la qualité de l'ingénierie ? Cette question sous-tend notre projet associatif, les membres de l'ACAD se saisissant finalement de cette crise pour chercher à innover ensemble.

L'une des missions de l'ACAD est de renforcer le dialogue avec les institutions et de les alerter sur la fragilité de nos professions et statuts. Pour notre association, composée à 80% d'indépendants, il s'agit de donner de la visibilité à la profession, de participer à sa reconnaissance et d'interpeller sur ses difficultés.